

République du Niger

Projet de petite irrigation Ruwanmu (PPI RUWANMU)

Rapport de supervision 31 octobre au 16 novembre 2017

Type of mission	Supervision
Nom du Projet	Projet de petite irrigation Ruwanmu (PPI RUWANMU)
Pays	République du Niger
Chargé du Portefeuille	Achancho Valentine

Date de la mission	31 octobre au 16 novembre 2017
--------------------	--------------------------------

Zone d'intervention:	Régions de Maradi, Tahoua et Zinder
----------------------	-------------------------------------

Nombre de jours de terrain

Sites visités

Composition de la mission **Equipe FIDA:** M. Achancho Valentine, Chargé de portefeuille, FIDA; M. Benelesse Meleng, Consultant principal, coordonnateur technique, spécialiste en suivi-évaluation; M. Kadre Kadei, CPO, FIDA, chargé spécifiquement du petit élevage et du partenariat scientifique; M. Alain Barbet, Consultant en agronomie; M. Jacques Boka Etien, Consultant en infrastructures rurales; M. Badamassi Djariri, Consultant en ingénierie de projets et organisations paysannes; M. Olivier Lasbouygues, chargé des aspects environnementaux et adaptation aux changements climatiques; Mme Martha Populin, Consultante au Programme Niger FIDA en aspects genre, ciblage et partenariats; M. Alou Abdoukarim, spécialiste en gestion financière et fiduciaire.

Partie gouvernementale: M. Abdou Chaibou, Directeur des études et programmation au MAG/EL, Chef de mission; M. Alyou Abdou Ali, DSEI/MP; M. Lemane Ibrahim, HC3N; M. Mahaman Sani Tassiou, DGGR/MAG/EL; M. Aboubakar Kourna, DGA/MAG/EL; M. Ousseini Halidou DEP/MAG/EL; Cdt Abdel Aziz Harouna Niandou, MEDD; M. Daoura Neino Mahamadou, SE/CNEDD/DCVC et M. Boubacar Boureïma, DGRR/Meq.

Equipe du Programme: M. Assadeck Mohamed, ATNS/DP; M. Chaibou Magagi, ATN/CF; M. Maman Moustapha, ATNS/GC; M. Saley Sadikou, ATN/SE; M. Namata Issa Mamane, ATN/Agronome; M. Abdoulaye Amadou, ATN/Vétérinaire. Les URGP étaient représentées par MM. Soumaila Abdoullaye, Coordonnateur/URGP/Maradi, Harouna Traoré, Coordonnateur/URGP/Zinder, Yssaka Souley, Coordonnateur pi URGP/Tahoua.

Division Afrique de l'Ouest et du Centre
Département de la gestion des programmes

TABLE DES MATIERES

Abréviations et acronymes	i
A. Objectifs de la mission et principales conclusions	1
B. Vue d'ensemble du PPI Ruwamnu et principaux progrès enregistrés	2
C. Exécution du PPI RUWANMU	2
D. Pertinence	11

Abréviations et acronymes

ACAP	Appui conseil agricole paysan
AcSSA	Action Sécurité et Souveraineté Alimentaire au Sahel
AEP	Adduction d'Eau Potable
AF	Accord de Financement
AGR	Activités Génératrices de Revenus
APD	Avant-Projet Détaillé
APS	Avant-Projet Sommaire
AS	Activité Structurante
ASAP	Adaptation for Smallholder Agriculture Programme
AT	Assistant Technique
ATNSE	Assistant Technique National en Suivi-Evaluation
AUE	Associations d'Usagers de l'Eau
BAGRI	Banque Agricole
BCER	Brigades Communales d'Entretien Routier
BD	Base de données
BEEEI	Bureau d'Evaluation Environnementale et des Etudes d'Impact
BEOME	Brigades d'Entretien des Ouvrages de Mobilisation des Eaux
BTP	Bâtiments et Travaux Publics
CCCA	Cadre de Concertation Communaux des Acteurs
CCIAN	Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Artisanat du Niger
CC	Centre de Collecte
CENAT	Cellule Nationale d'Assistance Technique
CEP	Champ-Ecole Paysan
CEPM	Champ-Ecole Paysan Maraîcher
CES/ DRS	Conservation des Eaux et des Sols / Défense et Restauration des Sols
CGES	Cadre de Gestion Environnemental et Social
CMNND	Commission Mixte Nigéro-Nigériane de Coopération
CNEDD	Conseil National de l'Environnement pour un Développement Durable
CNSEE	Centre National de la Surveillance Ecologique et Environnementale
COFO	Commission Foncière
COGES	Comité de Gestion
COSOP	Programme d'Option Stratégique pour le Pays
CPRP	Cadre Politique de Réinstallation des populations
CRA	Chambre Régionale d'Agriculture
CTR	Comité Technique Régional
CVSE	Comité Villageois de Suivi-Evaluation
DAO	Dossier d'Appel d'Offres
DCP	Document de Conception de Projet
DDEL	Direction Départementale de l'Elevage
DIPE	Démonstration d'Initiative Paysanne en Elevage
DME	Direction de la Mobilisation des Eaux
DGGR	Direction Générale du Génie Rural
DGRR	Direction Générale des Routes Rurales
DRA	Direction Régionale de l'Agriculture
DRE	Direction Régionale de l'Environnement
DREL	Direction Régionale de l'Elevage
DRF	Demande de Retrait de Fonds
DTAC	Direction de l'Assistance Technique aux Communautés
DTS	Droits de Tirage Spéciaux
EIES	Etudes d'Impact Environnemental et Social
EX-ACT	Ex ante Carbon Balance Analysis Tool
FAO	Food and Agriculture Organization
FEM	Fonds pour l'Environnement Mondial
FIDA	Fonds International de Développement Agricole
FISAN	Fonds d'investissement pour la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle
GACAP	Groupeement d'Appui-Conseil Agricole Paysan

GDT	Gestion Durable des Terres
GFS	Greniers Féminins de Soudure
GIE	Groupement d'Intérêt Economique
GIZ	Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit
GPS	Global Positioning System
GSC	Groupement Service Conseil
HC3N	Haut-Commissariat à l'initiative 3N
HIMO	Haute Intensité de Main d'Œuvre
ICRISAT	International Crops Research Institute for the Semi-Arid Tropics
IDCC	Intégration de la Dimension Changement Climatique
i3N	Initiative 3N (« Les Nigériens Nourrissent les Nigériens »)
IF	Institutions Financières
IMF	Institutions de Micro-Finance
INRAN	Institut National de la Recherche Agronomique du Niger
JDC	Jardin de Case
LFSN	Leadership Féminin et Sécurité Nutritionnelle
LuxDev	Agence de Coopération Luxembourgeoise
MAG/EL	Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage
MDG	Marché de Demi-Gros
MEDD	Ministère de l'Environnement et du Développement Durable
MEq	Ministère de l'Equipement
MER	Micro-Entreprises Rurales
MMD	Mata Masu Dubara (femmes en action)
MP	Maison du Paysan
OFID	OPEC Fund for International Development
ONG	Organisation Non Gouvernementale
OP	Organisation Paysanne
PAG	Plan d'Aménagement et Gestion
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PAMIRTA	Projet d'Accès aux Marchés et d'Infrastructures Rurales dans la région de Tahoua
PASADEM	Projet d'Appui à la Sécurité Alimentaire et au Développement dans la région de Maradi
PDC	Plan de Développement Communal
PDE	Pôle de Développement Economique
PDES	Programme de Développement Économique et Social
PF ou PFC	Plateforme de Commercialisation
PGES	Plan de Gestion Environnementale et Sociale
PGPP	Plan de Gestion des Pestes et Pesticides
PME	Petite et Moyenne Entreprise
PPI Ruwanmu	Projet de Petite Irrigation Ruwanmu
PPM	Plan de Passation des Marchés
PRACC	Projet d'Appui à la Compétitivité et à la Croissance
ProDAF	Programme de Développement de l'Agriculture Familiale
PTBA	Plan de Travail et Budget Annuel
PTF	Partenaires Techniques et Financiers
PV	Procès-Verbal
RC	Responsable de Composante
RECA	Réseau des Chambres d'Agriculture
REIES	Rapport de l'Etude d'Impact Environnemental et Social
RPM	Responsable Passation des Marchés
RNA	Régénération Naturelle Assistée
RSE	Responsable Suivi-Evaluation
SAF	Service Administratif et Financier
SDDCI	Stratégie de Développement Durable et Croissance Inclusive
SE, S&E	Suivi et Evaluation
SEP	Suivi-évaluation participatif
SFD	Système Financier Décentralisé
SIG	Système d'Information Géographique
SIGMAP	Système d'Information et de Gestion des Marchés Publics
SIMA	Système d'Information des Marchés Agricoles

STD	Services Techniques Déconcentrés
SVPP	Services Vétérinaires Privés de Proximités
SYGRI	Système de gestion des résultats et de l'impact
TER	Tableau Emploi Ressources
UAM	Université Abdou Moumouni (Niamey)
UDDM	Université Dan Dicko Dan Kouloudo de Maradi
URGP	Unité Régionale de Gestion du Programme
USD	United States Dollars
EU	Etats-Unis
VSF	Vétérinaires sans Frontières

A. Objectifs de la mission et principales conclusions

Contexte et principal objectif de la mission

1. La mission de supervision conduite par le Fonds International de Développement Agricole (FIDA) et le Gouvernement du Niger s'est déroulée en République du Niger, du 31 octobre au 16 novembre 2017 avec pour objectif général d'apprécier le niveau de mise en œuvre des activités du ProDAF au titre du PTBA 2017 en prenant en compte l'ensemble de ses guichets de financement, notamment les projets en cours d'achèvement à savoir le Projet d'Appui à la Sécurité Alimentaire et au Développement dans la région de Maradi (PASADEM) et le Projet de Petite Irrigation Ruwanmu (PPI RUWANMU).
2. S'agissant du PPI RUWANMU, la mission avait pour objectif de passer en revue les réalisations techniques et financières du Projet depuis la dernière mission de supervision de juin 2017 aux fins d'assurer la clôture du projet.
3. Le Projet petite-irrigation a pour objectif global d'améliorer la sécurité alimentaire des populations rurales dans les régions de Maradi, Tahoua et Zinder et son objectif de développement est d'augmenter les revenus de 65 000 ménages ruraux (455 300 personnes) dans les 30 communes identifiées. Le projet est structuré avec deux composantes techniques: **la composante A "Expansion et renforcement durable des systèmes de petite irrigation"** qui vise l'augmentation durable de la productivité des systèmes d'irrigation et **la composante B "Développement d'infrastructures économiques"** qui renforce les activités de la composante A à travers des infrastructures en aval de la production. Cette composante vise: i) le désenclavement des bassins de production pour les lier aux marchés urbains à travers 150 km de pistes rurales; et ii) le développement d'activités de post-récolte et de commercialisation dont 30 plateformes de collecte et 2 comptoirs de commercialisation sur la base des capacités et des besoins spécifiques des OP.
4. Le coût total du projet, imprévus physiques et financiers inclus, est estimé à 11,5 milliards de FCFA soit 25,6 millions de USD. Le projet est financé par: i) un prêt de 14 millions d'euros du Fonds fiduciaire espagnol (FFE) pour la sécurité alimentaire du FIDA équivalent à 18,76 millions de USD (73,1% du coût total); ii) un prêt de 1,7 million de dollars du FIDA correspondant au reliquat de l'allocation du PBAS 2010-2012 (7% du coût total); iii) un don du FIDA à hauteur de 1 million de USD (contribution complémentaire suédoise au FIDA de 3,9% du coût total); et iv) la contribution du gouvernement sous forme de taxes et de droits de douane pour un montant de 4,1 millions de dollars (16% du coût total).
5. La durée d'exécution du projet, qui est entré en vigueur le 19 février 2013, est de 5 ans. Son achèvement est prévu pour le 31 mars 2018 et la clôture le 30 septembre 2018.
6. La majeure partie des activités du PPI RUWANMU sont terminées. Les activités résiduelles prévues dans le cadre du PTBA 2017 sont en phase de finalisation avec une prévision d'achèvement 31 mars 2018.
7. Au démarrage, la mission s'est entretenue avec M. Saâdou Bakoye et M. Guessibo Boukari Diamoitou, respectivement Secrétaires Généraux du Ministère du Plan et du Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage.
8. Du 2 au 12 novembre 2017, la mission s'est rendue dans les trois régions de la zone d'intervention du programme – Maradi, Tahoua et Zinder – où elle a été reçue par M. Moussa Abdourahamane et Issa Moussa, respectivement Gouverneurs des Régions de Tahoua et Zinder; ainsi que par M. Karimoun Soumana, Secrétaire Général de la région de Maradi.
9. A chaque étape, la mission a tenu une séance de travail avec l'équipe de la Coordination régionale du ProDAF, sous la présidence du Président du Conseil régional et a visité les réalisations du programme sur le terrain. Elle a également échangé avec les acteurs de mise en œuvre et les bénéficiaires. La visite de terrain a été conclue à Maradi par une séance de travail avec les principaux acteurs du programme sur les grands constats en vue de préciser les recommandations.
10. Les principales conclusions ont été discutées le 14 novembre 2017 à Niamey avec les Secrétaires Généraux du Ministère en charge de l'agriculture, du Ministère en charge du plan et de l'Initiative 3N. Enfin, une séance de restitution finale a eu lieu le 16 novembre 2017 sous la

présidence de M. Yakoubou Mahaman Sani, Directeur Général de la Programmation du Développement au Ministère du Plan.

11. La mission adresse ses remerciements au Gouvernement de la République du Niger pour l'accueil chaleureux et la disponibilité des autorités et des populations aussi bien au niveau central que régional.

12. La mission remercie également les équipes des URGP du ProDAF et de la CENAT pour les informations fournies, la collaboration et la disponibilité permanente.

B. Vue d'ensemble du PPI Ruwanmu et principaux progrès enregistrés

13. Le PTBA du PPI Ruwanmu est d'un montant de 547 525 101 F CFA, soit une contribution de 3% au PTBA global du ProDAF.

14. Deux activités sont prévues dans le PTBA 2017 du Guichet à savoir: l'achèvement des tronçons de pistes PPI au niveau de la région de Zinder au titre de la Composante B et l'organisation de l'enquête d'impact SYGRI finale logée dans la Composante C.

15. Le taux d'exécution physique global est de 50% avec 100% pour la composante B et 0% pour la composante C. Ce faible taux enregistré au niveau de la composante C s'explique par le fait que les activités prévues sont au niveau de démarrage du processus: DANO pour les TDR de l'enquête SYGRI et de la revue d'achèvement du Guichet PPI Ruwanmu.

16. Au 31 octobre 2017, les réalisations financières s'élèvent à 549 265 901 F CFA soit 100,32%.

17. Les chantiers d'aménagement de trois tronçons de pistes (d'un linéaire de 123,19 km) dans la région de Zinder, repartis en lot 1 (Guidiguir-Gassafa: 31,91 km), lot 2 (Bandé-Edo-Baban Ruwa: 48,54 km) et lot 3 (Matameye-Doungou-Majéma: 42,70 km), sont achevés et les réceptions provisoires ont été prononcées respectivement les 19 septembre, 04 mars et 12 juillet 2017, consacrant ainsi l'achèvement des activités de terrain. Comme indiqué lors de la supervision de juin 2017, le management du Projet pourrait procéder à l'achèvement du PPI Ruwanmu à partir décembre 2017.

18. La situation financière sur le solde résiduel du Projet et ses engagements ne permettront pas cependant de faire face aux dépenses d'achèvement et d'audit de clôture. Il convient d'ores et déjà de programmer sur les fonds de contrepartie ces activités dans le PTBA 2018. Les études et autres analyses d'achèvement doivent être engagées sans délais.

C. Exécution du PPI RUWANMU

i. Efficacité et orientation vers le développement

Efficacité des orientations de développement

Efficacité

Note: 6

Justification de la note

Le PPI Ruwanmu a achevé l'ensemble de ses activités par anticipation et de manière très satisfaisante.

Analyse du cadre logique & points saillants de l'efficacité

19. Comme signalé plus haut, le PTBA 2017 du Guichet PPI RUWANMU est principalement orienté vers la finalisation des chantiers de travaux résiduels d'infrastructures et la conduite du processus d'achèvement du projet.

20. Son taux d'exécution physique global est de 50%. Comme signalé plus haut, les chantiers de pistes sont achevés et réceptionnés provisoirement (100% de taux de réalisation). En ce qui concerne le processus d'achèvement, il est en phase de démarrage (0%) mais cela ne constitue pas un retard en soit puisque le projet entre en phase d'achèvement en mars 2018.

21. Dans l'ensemble, le PPI Ruwanmu a engrangé de nombreux produits, effets et débuts d'impact dans ses 3 régions d'intervention. Des éléments positifs liés à l'efficience et aux effets ont été notés

par la mission de revue à mi-parcours d'octobre-décembre 2015. La mission de supervision de 2016 a reconduit in extenso l'appréciation formulée lors de cette revue.

22. Avec l'avènement du ProDAF, effectif depuis septembre 2015, des changements et une évolution dans le mode de gestion du Programme FIDA au Niger ont été introduits. Le PPI Ruwanmu était cordonné et géré par les instances et structures du ProDAF. Cette organisation a induit une plus grande efficacité.

Orientation vers le développement

Ciblage et atteinte des groupes cibles

Note: 5

Justification de la note

Points saillants

23. A mi-parcours on estimait que 311 297 personnes avaient bénéficié des activités du projet au nombre desquelles 72 336 (23%) femmes adultes et 86 456 (28%) jeunes dans 30 communes des régions de Maradi, Tahoua et Zinder. En termes de nombre de ménages touchés, on notait 44 471 ménages bénéficiaires soit 68% de la cible du DCP (65 000 ménages). Sur la base de cette tendance, on estime qu'en fin 2016 cette portée devait être de 50 292 (352 045 bénéficiaires), soit environ 77% de la cible du projet.

24. Le Ruwanmu a particulièrement ciblé: a) les petits exploitants agro-pasteurs b) les ménages vulnérables n'ayant ni terre ni accès à des parcelles en vallée; c) les organisations de producteurs de base et leurs faïtières; et d) les communes rurales en tant que maître d'ouvrage du développement local. Une attention particulière a été donnée aux femmes et aux jeunes avec, parmi les bénéficiaires directs, au moins 30% de femmes et 30% de jeunes, engagés dans des activités de production ou connexes (artisans, transformation, commercialisation).

25. Au démarrage, le Projet a adopté un ciblage géographique basé sur les communes et un ciblage socio-économique direct et un auto-ciblage. Par la suite le ciblage géographique s'est orienté vers une approche sur le PDE.

Genre & qualité de la participation des femmes et des jeunes

Note: 5

Justification de la note

Points saillants

26. Dans l'ensemble, la stratégie développée a permis d'atteindre les cibles prioritaires à savoir: les ménages les plus vulnérables et notamment les femmes et les jeunes et cela grâce aux quotas et à la démarche consistant à élaborer et valider les critères de ciblage au niveau communautaire. De plus le projet s'est doté d'un document de stratégie « Développement Equitable et Autonomisation des femmes et des jeunes (SDEA/FJ) qui a créé des conditions d'un accès équitable aux opportunités qu'offre le projet ainsi qu'aux bénéfices qui en découlent.

27. La mise en œuvre de cette stratégie a permis l'obtention des résultats suivants: la participation des femmes et des jeunes dans les activités mixtes représentant respectivement 22% et 30% pour les CEP, 15% et 24% pour la petite irrigation et 28 et 26% pour le traitement des BV. Ces faibles taux s'expliquent par le fait que les femmes et les jeunes sont les plus touchés par la difficulté d'accès au foncier et disposent d'un faible pouvoir d'achat.

28. En matière de prise en compte des femmes et des jeunes dans les organisations rurales, on note 28 groupes des ressources naturelles (AUE et COGES) comptant des femmes dans leurs instances de décision sur une cible de 30 (un taux de réalisation de 93%). Cela a permis aux femmes d'avoir une meilleure appréciation de la problématique liée au changement climatique et à la gestion des ressources naturelles. Toutefois, sur la base des entretiens conduits sur le terrain, la qualité de cette participation reste marginale, car les places occupées par les femmes au sein de ces structures ne leur donnent pas la capacité d'influer sur la prise de décisions.

Productivité Agricole

Note: 5

Justification de la note

Points saillants

29. Avec l'arrivée du ProDAF, effectif depuis 2015, les activités d'intensification de la productivité agricole se sont achevées au titre du Guichet PPI Ruwanmu et ont été reprises par le ProDAF à travers l'activité structurante 5 (AS5: Amélioration de la petite irrigation) concernant le renforcement de capacités des producteurs (CEPM) et l'activité structurante 3 (AS3: Aménagement des bassins de production) concernant le financement des systèmes irrigués.

30. Aucune activité d'intensification de la productivité agricole n'était donc programmée au titre du Guichet PPI Ruwanmu dans le cadre du PTBA 2017. En revanche, pour les années antérieures, le PPI Ruwanmu a contribué à l'augmentation des revenus des ménages agricoles dans les 30 communes des 3 régions d'intervention à travers l'expansion et le renforcement durable des systèmes de petite irrigation qui ont permis une augmentation de la productivité de ces systèmes de cultures (principalement le maraîchage). Les deux principales activités intéressant ce volet sont: i) le financement de microprojets de mobilisation des eaux (DMP) via la construction d'ouvrage de captage (forage ou puits) et la fourniture d'équipement de pompage (GMP, réseau californien) et d'intrants (semences, engrais, pesticides); et ii) le renforcement de capacités des producteurs via l'adoption de techniques/technologies innovantes enseignées à travers les CEPM.

31. Dans le cadre de la mise en valeur de périmètres maraîchers, ce sont plus de 270 DMP qui ont été financés comprenant 6 704 actes fonciers délivrés, 4 400 forages réalisés, 3 400 GMP et 270 tonnes d'intrants livrés.

32. En termes d'aménagement, ce sont 3 904 ha valorisés sur une prévision globale de 6 800 ha (5 000 ha de superficies nouvelles et 1 800 ha d'anciens sites à consolider), soit un taux de réalisation de 54% de l'objectif du DCP.

33. Concernant le renforcement des capacités, ce sont 503 CEPM qui ont été mis en place et animés sur les 1 088 visés par le DCP, soit un taux de réalisation de 46%.

34. En termes d'effets/impacts, ce sont en moyenne 47% des producteurs formés qui fait état d'une augmentation de leur production de 20%, soit 70% de taux de réalisation par rapport à l'objectif visé par le DCP. Il est à noter que le rendement moyen des différentes variétés de tomates promues par le PPI s'est considérablement accru passant de 14,75 T/ha en moyenne (valeur de référence) à 34 T/ha (valeur après projet).

Nutrition

Note: 5

Justification de la note

Points saillants

35. Aucune activité d'amélioration de la qualité nutritionnelle des ménages vulnérables n'a été menée au titre du PTBA 2017 dans le cadre du Guichet PPI Ruwanmu.

36. De façon plus globale, l'activité jardin de case (JDC) a été mise en place au profit des femmes des ménages vulnérables n'ayant pas d'accès aux terres irrigables des vallées. Elle visait l'amélioration de la qualité alimentaire et nutritionnelle des ménages vulnérables n'ayant pas accès aux terres de vallée. Le manque des kits de 20 m² sur le marché a amené le projet à opter pour le kit de 50 m² par binôme ou de 500m² par groupe de femmes. L'inadaptation des kits de micro irrigation a entraîné un certain abandon. Cependant il a été réalisé 1 350 JDC soit 8% de l'objectif initial (17 500) et 15% de l'objectif révisé (8 750). Le nombre de femmes concernées est de 1 103 dont 416 jeunes femmes soit 36%. Les effets/ impacts y afférents ont été peu ou pas évalués compte tenu des résultats mitigés de cette activité par rapport à l'objectif de départ.

Adaptation au changement climatique

Note: 4

Justification de la note

Points saillants

37. Aucune activité d'adaptation au changement climatique n'était planifiée pour le PTBA 2017.

38. Dans le cadre du PPI Ruwanmu, l'adaptation aux changements climatiques ne faisait pas partie explicite des objectifs. Malgré la récurrence des impacts du changement climatique dans la région, aucune activité n'était portée directement sur la résilience des communautés aux chocs climatiques. L'adoption par les communautés de la gestion adaptée de la ressource en eau est satisfaisante sur les anciens sites appuyés du point de vue technique et organisationnel.

ii. Durabilité et mise à l'échelle

Institutions et politiques

Note: 5

Justification de la note

Points saillants

39. Dans le cadre de la réalisation de ses activités, le projet a bénéficié des appuis du Ministère de l'Agriculture (MAG), du Ministère de l'Economie et des Finances (MEF), du HC3N, des Gouvernorats et des Conseils Régionaux de Maradi, Tahoua, et Zinder. Ces appuis ont facilité la mise en œuvre du PPI Ruwanmu et contribué à l'atteinte de ses objectifs. En particulier, les échanges avec la tutelle (MAG) s'effectuaient de manière transparente et régulière grâce aux relations de confiance développées par le management du projet, fort d'une longue expérience. Le projet rendait compte régulièrement au MAG sur l'état d'avancement de l'exécution des activités, en particulier l'exécution des activités en lien avec l'i3N. Le projet a également fait recours aux services compétents du MAG pour la supervision des activités relevant de leurs domaines de compétence.

Partenariats

Note: 5

Justification de la note

Points saillants

40. Pour sa mise en œuvre et conformément à l'approche du faire-faire, le PPI Ruwanmu a négocié des conventions de collaboration avec des partenaires tels que les ONG, le secteur privé, les services techniques déconcentrés de l'Etat, et les universités.

La performance des opérateurs notamment les GSC, ONG et RECA/CRA qui sont chargés de l'appui conseil en matière d'encadrement des populations bénéficiaires sur les activités de traitement et protection des bassins versants, petite irrigation, alphabétisation et émergence des AUE a été jugée globalement satisfaisante. Les services techniques déconcentrés ont fortement contribué à la mise en œuvre des activités du projet.

41. En plus de l'articulation de ses activités avec le projet PASADEM, le projet a développé des synergies d'actions avec un certain nombre de projets et ONG qui financent des activités de développement et/ou d'assistance aux différentes catégories de populations (GIPP/FAO, PAM, UNICEF, CLUSTER, RGIS/USAID, PAC). Parmi les thématiques ayant fait l'objet de partenariat, on peut citer: la formation des formateurs sur la conduite des CEP riz pluvial, la gestion durable de terre, l'animation des séances de sensibilisation en nutrition, la sécurisation des sites de récupération de terres, la vulgarisation de la RNA, etc.

42. Le partenariat avec le PAM s'est concrétisé dans le traitement des BV sur 5 sites de convergence incluant Wacha, Dan bako, Badé dans la région de Zinder, Golom dans la région de Maradi et Tourouft dans la région de Tahoua. Sur ces sites, le PAM a pris en charge les travaux d'aménagements mécaniques réalisés à travers: i) la confection des demi lunes; ii) la réalisation des tranchées, iii) la réalisation des cordons pierreux; iv) la confection des haies vives et des brises vent; et v) la fixation de dunes auxquels s'ajoutent l'aménagement des plans d'eau et des aires de pâturages colonisés par les espèces envahissantes (faucardage).

43. Le PPI Ruwanmu a également bénéficié du dispositif de recherche-développement mettant en association les projets FIDA et des institutions de recherches (l'INRAN, AGRHYMET, ICRISAT, les universités de Maradi, de Gembelou et de Niamey) pour mesurer principalement les effets/impacts des actions menées par les projets et faciliter une large diffusion des résultats à travers des outils appropriés (articles scientifiques et publications).

Qualité de la participation des bénéficiaires

Note: 5

Justification de la note

Points saillants

44. La principale activité mise en œuvre est la finalisation des pistes rurales dans la région de Zinder. Les populations bénéficiaires sont impliquées et responsabilisées à travers la mise en place des brigades d'entretien routiers. Les communes et autres acteurs sont aussi associés au processus dans son ensemble ainsi qu'à une meilleure gestion des ouvrages réalisés. L'ingénierie sociale conduite autour de ces ouvrages tient compte de cette stratégie qui constitue un important facteur de durabilité. L'engouement et l'intérêt des populations avec à leurs têtes les autorités coutumières constatés autour des ouvrages de pistes est un témoignage éloquent.

45. Globalement, les comités et cadres de concertation locaux mis en place (AUE, COGES/BV, CVA/Alphabétisation, HG) ont su prendre en charge l'animation et la gestion des tâches qui leur étaient confiées par les populations bénéficiaires. Par contre, la mobilisation des parts bloquées par les binômes de petite irrigation de Maradi et Zinder et certaines communes de Tahoua a été jugée insatisfaisante.

Réactivité des prestataires de services

Note: 5

Justification de la note

Points saillants

46. La majeure partie des activités du guichet PPI Ruwanmu étaient en phase de finalisation. Dans cette perspective, le ProDAF, dans le cadre du PTBA 2017, a contractualisé au titre des chantiers résiduels d'infrastructures du guichet PPI Ruwanmu, avec trois entreprises de travaux et un bureau d'ingénieurs conseil et a sollicité les services du Service technique décentralisé du Génie rural (STD/GR) de Zinder pour le suivi, la surveillance et le contrôle des travaux après l'expiration du délai contractuel du bureau de contrôle.

47. Partant de cette base, le tableau suivant présente la situation des chantiers à partir de laquelle la mission a pu apprécier les prestataires de services:

Groupe de prestataires	constats
Entreprises des travaux (3 marchés)	<ul style="list-style-type: none"> - Une entreprise a réalisé les travaux avant délai contractuel (2,9 mois sur 3 mois); - Deux entreprises ont exécuté les travaux hors délais contractuels (21 et 28 mois contre 10 mois contractuels); - Travaux sont toutefois réalisés suivant les spécifications techniques et selon les règles de l'art.
Bureau d'ingénierie-conseil	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en place du personnel et du matériel requis; - Bureau a veillé au respect des spécifications techniques pendant sa présence (délai contractuel de 12 mois).
STD/GR Zinder	<ul style="list-style-type: none"> - Prestation satisfaisante, a surveillé et contrôlé les travaux après le retrait du bureau d'ingénieurs conseil; - Travaux réalisés conformément aux spécifications convenues.

48. La mission constate avec satisfaction que tous les chantiers comme signalés plus haut, sont achevés et réceptionnés provisoirement. Cependant, elle attire l'attention des responsables du ProDAF qu'il convient de se donner, dans l'analyse des offres, tous les moyens de vérification de l'état des équipements et matériels des entreprises en compétition. Sur le chantier, il convient de

veiller à leur mobilisation effective suivant le planning d'exécution et s'assurer que l'entreprise dispose des compétences nécessaires.

Gestion de l'environnement et des ressources naturelles

Note: 5

Justification de la note

Points saillants

49. Aucune activité de gestion de l'environnement et des ressources naturelles n'était planifiée pour le PTBA 2017.

50. Dans l'ensemble la mise en œuvre du PPI Ruwanmu a permis de protéger les bassins de production de la dégradation liée à l'érosion hydrique et éolienne et créer les conditions pouvant favoriser la recharge des nappes et inverser la tendance à la dégradation des terres. Ceci s'est fait à travers: i) le ciblage géographique des sites d'intervention avec clarification du statut foncier; ii) l'élaboration des dossiers techniques par les agents du projet et les services techniques; iii) la contractualisation avec les ONG chargées de l'encadrement technique et les IMF chargées du paiement du cash; (iv) la réalisation des ouvrages mécaniques; et (v) la mise en valeur à travers l'ensemencement des herbacés et la plantation d'arbres forestiers.

51. Conformément au Cadre de Gestion Environnemental et Social (CGES), le projet a: i) réalisé l'étude d'impact environnemental et social (EIES) des pistes; ii) procédé au screening pour tous les microprojets (MP); iii) réalisé la sécurisation foncière des investissements, le suivi piézométrique, le suivi de la dégradation des sols et de la végétation. Des efforts ont été fait pour garantir la durabilité environnementale et sociale des investissements.

Stratégie de sortie

Note: 5

Justification de la note

Points saillants

52. Avec l'avènement du ProDAF la stratégie de sortie du PPI Ruwanmu, tout comme celle du PASADEM est assurée. Le relais a été pris par le ProDAF et l'implication effective des principaux acteurs durant la phase de mise en œuvre du programme et particulièrement du Ministère de tutelle technique garantit une stratégie fiable de sortie et de pérennisation des acquis à la fin du programme avec le transfert des résultats et des compétences au Gouvernement et aux acteurs locaux.

Mise à l'échelle

Note: 5

Justification de la note

Points saillants

53. Le PPI Ruwanmu, à l'instar du PASADEM, a contribué la conception du ProDAF en offrant des leçons à tirer et des actions de mise à l'échelle.

54. Le mécanisme de financement à coûts partagés a été testé dans le cadre du PPI Ruwanmu comme opération pilote et mis à l'échelle par le ProDAF. Les actions d'aménagement des bassins versants et des bassins de production pour la petite irrigation ont constitué des clés ayant donné des succès au PPI Ruwanmu permettant une mise à l'échelle au ProDAF, à travers les nouveaux financements. Il en est de même pour les champs école paysans maraichers, importants espaces de renforcement des capacités des producteurs irrigants, qui ont connu une mise à l'échelle. Les associations des usagers de l'eau (AUE) ont été à leur tour portées par le ProDAF et au-delà par plusieurs autres intervenants dans une logique de gestion durable des ressources naturelles. En outre l'intégration sous régionale des échanges transfrontaliers sur laquelle plusieurs partenaires et institutions sous régionales se sont lancés est un acquis remarquable.

55. Par ailleurs, la démarche de sous-traitance des chantiers face à des entrepreneurs défaillants, proposée dans le cadre de la présente supervision, mérite une attention particulière afin de capitaliser les procédures et stratégies de mise en œuvre.

Qualité de la gestion du Projet

Note: 5

Justification de la note

Points saillants

56. La Coordination du PPI Ruwanmu est assurée par son ancien Coordinateur National, maintenant Assistant Technique Senior du ProDAF en Charge du Dialogue Politique. La mise en œuvre est assurée par les équipes des URGP de Maradi, Tahoua et Zinder. Ce mécanisme de gestion ne souffre d'aucune difficulté particulière.

Gestion des savoirs

Note: 4

Justification de la note

Points saillants

57. En matière de gestion des savoirs, le Projet a mis en place un dispositif interne de production, validation et diffusion des documents et notes de capitalisation avec l'utilisation d'une variété d'outils appliqués de la production des documents à leur diffusion. Le PPI Ruwanmu, en collaboration avec le PASADEM, a conçu et adopté un canevas unique de production de notes de capitalisation. Cela a permis d'améliorer la qualité des documents produits. Pour la diffusion, plusieurs supports et outils de communication (films, Bulletins, sites web, etc.) ont été mis à contribution. Ainsi, malgré quelques difficultés dans l'opérationnalisation du dispositif en raison principalement de l'absence de l'acteur principal qui est le chargé de communication, plusieurs documents d'informations/capitalisation ont été produits et diffusés par l'équipe en place. Ce dispositif a été repris et mis à l'échelle dans le cadre du ProDAF.

Cohérence entre le PTBA et l'exécution

Note: 5

Justification de la note

Revue du PTBA

58. Deux activités sont prévues dans le PTBA 2017 du Guichet à savoir, l'achèvement des tronçons de pistes PPI au niveau de la région de Zinder au titre de la Composante B et l'organisation de l'enquête d'impact SYGRI finale logée dans la Composante C. Le taux d'exécution physique global est de 50% avec 100% pour la composante B et 0% pour la composante C. Ce faible taux enregistré au niveau de la composante C s'explique par le fait que les activités de l'enquête SYGRI et de la revue d'achèvement du Guichet sont au stade de démarrage. Sur un PTBA de 549 265 901 F CFA, au 31/10/ 2017, le taux de réalisation financière est de 100%.

59. Hormis les retards sur les chantiers, particulièrement du lot 3 de pistes, la mise en œuvre du PTBA reste globalement cohérente par rapport aux prévisions. Le processus d'achèvement anticipé du Projet est amorcé.

Performance du système de S&E

Note: 5

Justification de la note

Revue du système de S&E

60. Le ProDAF, entré en vigueur en septembre 2015, intègre sur le plan opérationnel, les projets PASADEM et PPI Ruwanmu notamment en ce qui concerne le système de suivi-évaluation. Tout le Programme est désormais régi par un seul et unique manuel de S&E qui permet toutefois de renseigner certaines spécificités des cadres logiques respectifs. Le système est fonctionnel et performant dans l'ensemble.

Evaluation du SECAP¹

Note: 5

¹ Procédures d'évaluation sociale, Environnementale et Climatique (SECAP)

Justification de la note

Revue du SECAP

61. La procédure SECAP n'était pas disponible lors de la formulation du Projet PPI Ruwanmu. La note SECAP du ProDAF analysant également les activités du PPI Ruwanmu a permis d'orienter les activités pour le ciblage et la prise en compte des risques socio-environnementaux. L'implication de l'ensemble des parties prenantes a permis d'éviter de potentiels effets négatifs.

62. Pour les seules activités du PTBA 2017, de réhabilitation et de construction de pistes rurales, la mission a noté avec satisfaction que le dispositif de contrôle, surveillance, suivi et supervision des travaux impliquant à la fois les bureaux d'ingénieurs conseil, le ProDAF et ses partenaires des STD (génie rural, Urbanisme) et les bénéficiaires (GIE, comités de gestion, autorités locales) s'avère efficace, et que les EIES sont réalisées, permettant d'atténuer les potentiels impacts de préemption sur les zones d'installation des nouvelles pistes.

63. Pour les activités de petite irrigation terminées à ce jour: i) les femmes et les jeunes étaient peu présents parmi les promoteurs des DMP d'irrigation financés; ii) 310 piézomètres (soit 103% de l'objectif du DCP) ont été mis en place et 17 AUE ont été créées ou consolidées (soit 100%), ainsi le suivi de la ressource en eau est effectué partiellement par les communautés garantissant une gestion durable de la ressource et limitant les risques d'épuisement de la nappe; iii) la formation de 19 COFO et les 5 500 actes fonciers rédigés et octroyés ont permis d'assurer à la fois la sécurité foncière des zones aménagées et de diminuer la compétition conflictuelle pour l'accès aux zones aménagées.

64. Dans le cadre de la procédure SECAP du ProDAF appuyant également les activités déjà réalisées du PPI Ruwanmu, les autorités sont pleinement impliquées: i) le Bureau d'Evaluation Environnementale et des Etudes d'Impact (BEEI) a été contractualisé pour la réalisation du suivi de sauvegarde environnementale (CGES, CRPP et PGPP) et l'appui aux Etudes d'Impact Environnemental et Social (EIES); ii) les cadres de sauvegarde socio-environnementale sont réalisés depuis novembre 2016; iii) un certificat de conformité a été octroyé au ProDAF par le Ministère de l'environnement selon l'article 31 de la loi n°98-56; iv) une mission conjointe d'étude de référence du suivi-environnemental est en cours avec le CNSEE.

iii. Gestion et exécution financière

Taux de décaissement

Taux de décaissement acceptable

Note: 6

Justification de la note

65. Au 31/10/2017, les décaissements sur les ressources FIDA sont respectivement de: (a) 98,54% sur le Prêt L-I-877; (b) 99,97% sur le Prêt L-E-14 et (c) 99,98% sur le Don G-I-C 1390. Le taux de décaissement effectif sur les différents financements a été jugé « Très Satisfaisant »; le Projet est dans une perspective de clôture anticipée.

Points saillants

66. Dans la perspective de l'achèvement du Projet, la situation financière des différents financements se présentent comme suit:

- Au 31/10/2017, le solde non décaissé est respectivement de 17 029 DTS sur le Prêt L-I-877 et 3 745 DTS sur le Prêt L-E-14.
- La mission note que l'avance initiale d'un montant 107 245 Euros sur le Prêt L-E-14 n'a pas encore été justifiée. Elle a demandé à la CENAT d'apurer les dernières dépenses du Projet toujours non soldées et de préparer les DRF de recouvrement afin de clôturer le compte désigné.

Actions	Responsable	Date butoir	Statut
Apurer les dernières dépenses et préparer une DRF de justification du reliquat de l'avance initiale sur le Prêt L-E-14	SAF/URGP; CENAT	30/12/2017	Convenue

Aspects Fiduciaires

Qualité de la gestion financière

Note: 5

Justification de la note

67. La fiabilité et l'exhaustivité de l'information financière générée par le système d'information financière permet une traçabilité des transactions financières du programme, leur rattachement par source de financement et une lisibilité sur les engagements financiers à apurer avant la clôture.

Points saillants

68. Comme relevé par les missions précédentes, l'organisation mise en place pour la gestion administrative et financière et le système de contrôle interne sont satisfaisants et conformes avec les exigences du FIDA. Les procédures financières sont strictement respectées et il existe un personnel dédié pour la gestion des opérations financières. L'exécution financière du PTBA 2017 est de 100%. Le solde des engagements à liquider se chiffrent à 55 millions FCFA, essentiellement sur le reliquat des ressources disponibles sur le Compte désigné du Prêt L-E-14. Il s'agit de dépenses de la Composante Coordination et Gestion, en lien avec les activités de clôture du Projet.

Qualité et ponctualité des audits

Note: 6

Justification de la note

69. Le rapport d'audit externe du PPI Ruwanmu a été livré en mai 2017. Les travaux d'audit concluent que les états financiers donnent une image fidèle de la situation financière du PPI Ruwanmu.

Points saillants

70. Suite à la qualité satisfaisante de l'audit, le risque fiduciaire du Projet a été évalué « Faible ». Quelques insuffisances mineures ont été relevées au niveau du contrôle interne, notamment le reporting financier du 2^{ème} semestre 2016 des Coordinations Régionales et les délais de justification d'avances de fonds effectuées en 2015.

Fonds de contrepartie

Note: 5

Justification de la note

71. Bien que tardive, la mobilisation des fonds de contrepartie sous la forme d'exonérations fiscales a été effective.

Points saillants

72. Les engagements à liquider portent sur le dernier décompte du marché de pistes rurale sur le lot 1 et la retenue de garantie. Ils seront décaissés sur les fonds de contrepartie en numéraire logés dans le compte du dépôt de ProDAF.

Respect des dispositions de l'accord de financement

Note: 6

Justification de la note

73. Les conditions-clé des clauses de l'AF sont respectées.

Points saillants

74. Les états financiers 2016 et le rapport définitif de l'audit 2016 ont été transmis respectivement en mars 2017 et en mai 2017. Le rapport financier intérimaire suivant le canevas du FIDA du 1^{er} semestre 2017 n'a pas encore été élaboré et transmis au FIDA. Les activités à réaliser (en conformité avec les dispositions de l'AF) avant la clôture sont: a) l'organisation de la revue d'achèvement (dont l'élaboration du rapport interne d'achèvement); b) l'audit de clôture.

Revue de la passation des marchés

Passation des marchés

Note: 5

Justification de la note

Revue de la passation des marchés

75. Il n'y a pas d'activités de Passation de Marché en 2017.

D. Pertinence

Pertinence

Note: 6

Justification de la note

Points saillants

76. Le PPI Ruwanmu s'inscrivait dans le Plan de Développement Economique et Social (PDES) 2012-2015 et 2017-2021, cadre national d'orientations politiques et stratégiques, et dont l'i3n constitue le troisième axe. Il était en cohérence avec le cadre global des interventions du FIDA au Niger défini par le COSOP 2013-2018 prolongé jusqu'en 2021 dont il a nourri les réflexions conceptuelles.

77. Il a également contribué à l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) et des Objectifs de Développement Durable (ODD).

78. Il participe également à la stratégie nationale de prévention de la malnutrition et il est entièrement en phase avec la Stratégie de la Petite Irrigation au Niger (SPIN) approuvée en avril 2015 par le gouvernement.

79. Enfin, le PPI apporte des solutions aux besoins des populations rurales pauvres et vulnérables.

Appendice 1: État d'avancement matériel par rapport au PTBA au 31 octobre 2017

Rubriques	Unité	Cibles PTBA 2017 prévu	Cibles PTBA 2017 Réalisées au 31/05/2017	TR PTBA 2017
Composante B: Développement d'infrastructures économiques				
Construction/réhabilitation des pistes rurales				
Construction de la piste rurale Guidiguir - Gassafa (Nombre de Km ayant fait l'objet de réception provisoire)	Km	31,95	31,95	100%
Construction/réhabilitation de la piste rurale Bandé - Edo - Baban Ruwa (Nombre de Km ayant fait l'objet de réception provisoire)	Km	48,54	48,54	100%
Réhabilitation de la piste rurale Matameye – Doungou - Majéma (Nombre de Km ayant fait l'objet de réception provisoire)	Km	42,72	42,72	100%
Composante C: Coordination et gestion du Projet, gestion des savoirs, suivi-évaluation et dialogue politique				
Rapport d'achèvement	Rapport	1	0	0%
Rapport SYGRI	Rapport	1	0	0%

Appendice 2: Aspects financiers: performance financière effective par bailleur de fonds; par composante et décaissements par catégorie

Tableau 2A: Performance de décaissement de Fonds par source de financement en FCFA

Sources de financement	Coût total Projet	Fonds Décaissés au 31/10/2017	Taux au 31/10/2017
Fonds Fiduciaire	9 183 398 000	9 180 941 367	100%
Prêt FIDA	939 372 370	926 204 906	99%
Don FIDA	498 951 648	498 951 648	100%
TOTAL	10 621 722 018	10 606 097 921	100%

Tableau 2B: Performance financière par bailleur de fonds en FCFA au 31 octobre 2017 en millions F CFA

Composante	Prêt FFE			Prêt FIDA			Don FIDA			Contrepartie			Total du Projet au 31 octobre 2017		
	Pré-évaluation CFA	Réalisé CFA	%	Pré-évaluation CFA	Réalisé CFA	%	Pré-évaluation CFA	Réalisé Effective	%	Pré-évaluation CFA	Réalisé CFA	%	Pré-évaluation CFA	Réalisé CFA	% au 31/10/2017
Composante A	5 308 300	4 076 522	77%	453 000	366 678	81%	498 117	498 952	100%	1 368 900	114 094	8%	7 628 317	5 056 245	66%
Composante B	1 888 000	2 341 112	116%	482 653	553 203	115%	-	-	-	412 200	118 498	29%	2 782 853	3 012 813	108%
Composante C	1 987 058	2 719 752	137%	-	-	-	-	-	-	70 200	92 512	132%	2 057 258	2 812 264	137%
TOTAL	9 183 358	9 137 386	99%	935 653	919 881	98%	498 117	498 952	100%	1 851 300	325 103	18%	12 468 428	10 881 321	87%

Tableau 2C: Etat des décaissements du projet sur le don FIDA N°G-I-C-1390-ne (DTS) au 31/10/2017

CATEGORIE	MONTANT ALLOUE		DECAISSEMENTS (cf Status Of Fund du FIDA) au 31 octobre 2017			Solde disponible	
	DTS	CFA	DTS	CFA	%	DTS	CFA
AVANCE INITIALE - COMPTE SPECIAL	0,00	0	0,00	0		0,00	0
1 Génie Civil et Rural	450 000,00	342 849 284	521 404,20	395 724 268	101%	-71 404,20	-3 352 310
2 Biens, véhicules et équipements	65 000,00	49 522 674	44 975,85	33 689 500	69%	20 024,15	15 833 174
3 Formation, études, ateliers, assistance technique et Contrat	75 000,00	57 141 547	88 509,00	69 537 880	118%	-13 509,00	-12 396 333
4 Salaires et couts de fonctionnement							
5 Non alloué	65 000,00	49 522 674	0,00	0	0,00%	65 000,00	
TOTAUX	655 000,00	499 036 179	654 889,05	498 951 648	99,98%	110,95	84 531

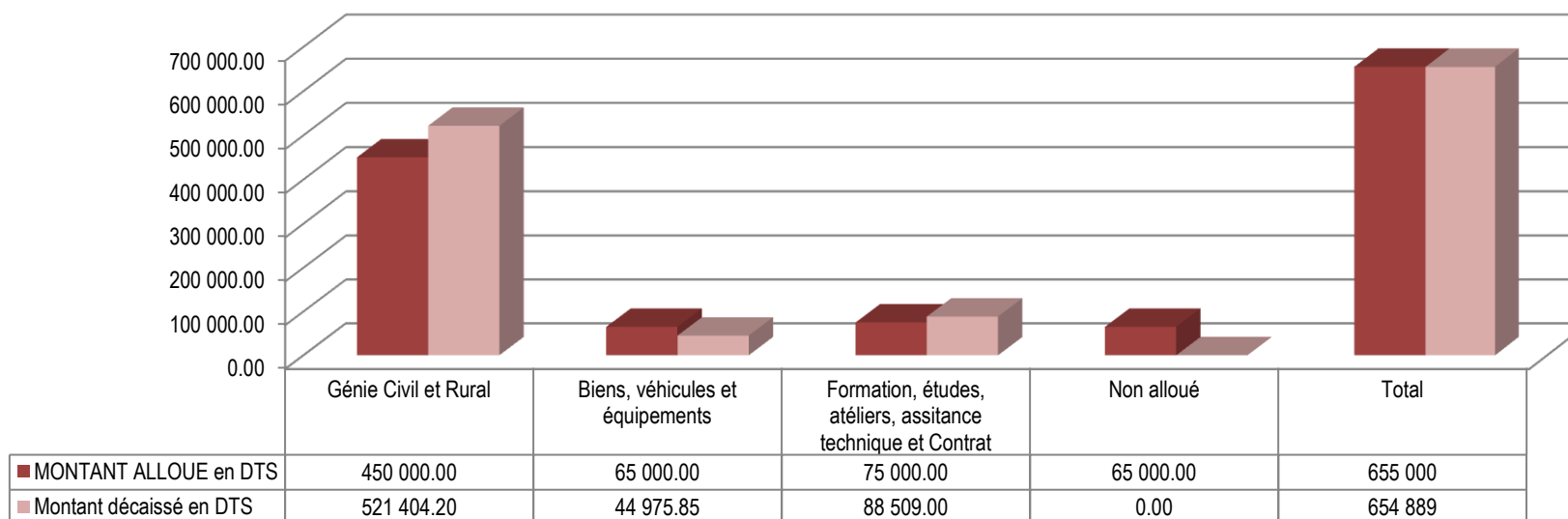


Tableau 2C: Etat des décaissements du projet sur le prêt FIDA n°L-I-877-NE (DTS) au 31/10/2017

CATEGORIE		MONTANT ALLOUE		DECAISSEMENTS (cf. Status Of Fund du FIDA) au 31 octobre 2017			Solde disponible	
		DTS	CFA	DTS	CFA	%	DTS	CFA
	AVANCE INITIALE - COMPTE SPECIAL	0,00	0	0,00	0		0,00	0
1	Génie Civil et Rural	1 170 000,00	939 372 370	1 153 599,76	926 204 906	99%	16 400,24	13 167 464
	TOTAUX	1 170 000,00	939 372 370	1 153 599,76	926 204 906	99%	16 400,24	13 167 464

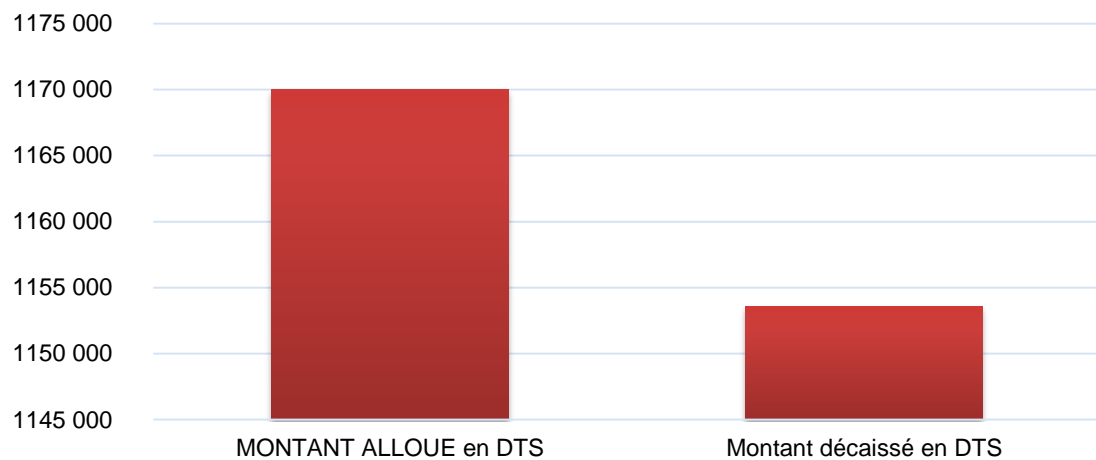
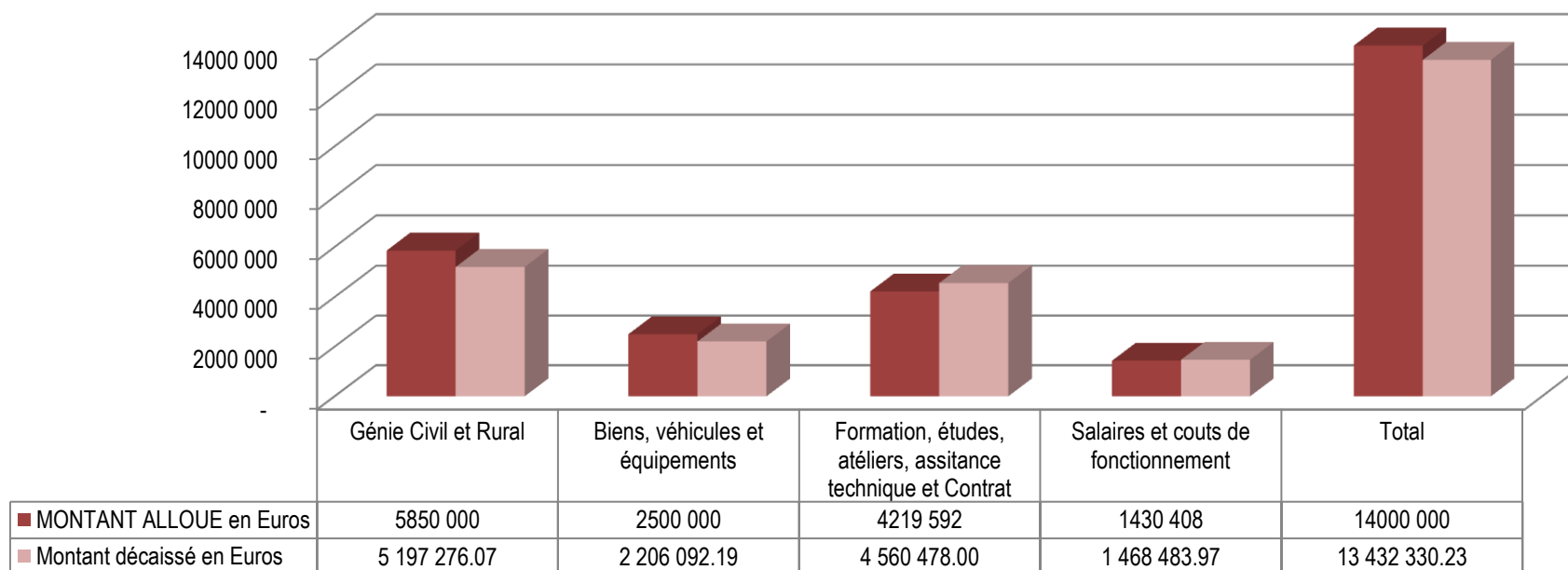


Tableau 2 C: Etat des décaissements du projet sur le prêt FFE n°L-E-14-NE au 31 octobre 2017

CATEGORIE		MONTANT APRES REALLOCATION		DECAISSEMENTS (cf. Status Of Fund du FIDA) au 31 octobre 2017			Solde disponible	
		Euros	CFA	Euros	CFA	%	Euros	CFA
	AVANCE INITIALE - COMPTE SPECIAL	0,00	0	563 923,92	369 909 843		-563 923,92	-369 909 843
1	Génie Civil et Rural	5 850 000,00	3 837 348 450	5 197 276,07	3 410 015 960	89%	652 723,93	427 332 490
2	Biens, véhicules et équipements	2 500 000,00	1 639 892 500	2 206 092,19	1 447 132 280	88%	293 907,81	192 760 220
3	Formation, études, ateliers, assistance technique et Contrat	4 219 592,00	2 767 870 910	4 560 478,00	2 964 146 204	108%	-340 886,00	-196 275 294
4	Salaires et couts de fonctionnement	1 430 408,00	938 286 140	1 468 483,97	989 737 080	103%	-38 075,97	-51 450 940
	TOTAUX	14 000 000,00	9 183 398 000	13 996 254	9 180 941 367	100%	3 745,85	2 456 633



Appendice 3: Application des dispositions de l'accord de financement: état d'avancement

Section	Disposition	Date prévue	État d'avancement/Date	Observations
Section B	L'Emprunteur fournit des fonds de contrepartie pour les besoins du projet pour un montant de 4,1 millions de dollars des Etats-Unis (USD), représentant l'ensemble des droits, impôts et taxes sur les biens et services grevant le Projet	Démarrage	Les exonérations des taxes ont été accordées un peu tardivement au cours de l'exécution du Projet	Disposition respectée
Section E -1 de l'accord de financement	Aucun décaissement ne sera effectué avant: a) Etablissement du Comité de Pilotage b) Attribution des fonctions de l'équipe du Projet (CNC et CRC) c) Approbation du manuel d'exécution du projet	Idem	Arrêté n°210/MAG/SG portant création du comité de Pilotage Arrêté n°221/MAG/SG du 12/12/2012 portant attribution des fonctions de l'équipe du projet disponible au démarrage du projet Manuel d'exécution approuvé est disponible au démarrage	Disposition respectée
Section E 2	L'Accord de Financement doit être soumis à la ratification de l'emprunteur	Démarrage	La ratification par l'Emprunteur a été faite	Disposition respectée
Section 7.02b	L'Emprunteur/le Bénéficiaire ouvre et tient auprès d'une banque ayant l'agrément du Fonds, un ou plusieurs comptes de projet pour les opérations relatives au projet	Démarrage	Un Compte Désigné a été ouvert à Niamey et 3 comptes d'opérations ouverts à Maradi, Tahoua et Zinder	Disposition respectée
Section 7.05	Les marchés de biens, de travaux et de services financés par le financement seront passés conformément aux dispositions de la réglementation de l'Emprunteur/du Bénéficiaire en matière de passation de marchés, dans la mesure où celle-ci est compatible avec les directives du FIDA pour la passation des marchés	Chaque année	Avis Général de Passation des Marchés 2014 transmis au Ministère de l'Agriculture et Plan de Passation des Marchés 2014 et publié au journal Sahel n° 1576 du 24 janvier 2014. Application des procédures nationales	Disposition respectée

Section	Disposition	Date prévue	État d'avancement/Date	Observations
Section 7.08a	L'Emprunteur/Bénéficiaire ou l'agent principal du projet assure contre les risques l'ensemble des biens et des constructions utilisés dans le cadre du projet selon des montants conformes à de saines pratiques commerciales	Chaque année	Une police d'assurance maladie couvre le personnel, une autre se réfère aux matériels de transport (véhicules et motos) et les bâtiments. Par contre, aucune police n'assure la couverture des autres éléments d'actifs	Disposition respectée
Section 7.01b	La CNC prépare annuellement un programme de travail et de budget transmis au Fonds pour avis de non objection	Chaque année	Le PTBA 2017 a été soumis et approuvé par le FIDA	Disposition respectée
Section 8.03a	Présentation au FIDA, des rapports d'activités (technique et financier) ainsi que le programme d'activités proposé et les progrès escomptés au cours de la période suivante	Trimestriellement	Le Rapport Financier Intérimaire n'est pas soumis au FIDA	Disposition non respectée
Section 8.03b	Un examen à tiers-parcours doit être réalisé conjointement par l'emprunteur et le FIDA		Action réalisée depuis nov. 2015	Disposition respectée
Section 9.02	L'Emprunteur remet au Fonds chaque année fiscale des états financiers détaillés des opérations, ressources, et des dépenses relatives au projet	Avril 2017	Les états financiers du projet ont été présentés	Disposition respectée
Section 9.03	Présentation du rapport d'audit au FIDA	30 juin 2017	Le rapport d'audit a été reçu au FIDA le 26 juin 2017	Disposition respectée
Section 11	Le projet doit être exempté de tout impôt	Chaque année	Exonération effective	Disposition respectée